

Budget rectificatif 2019 n°2

Note de l'ordonnateur

Conseil d'administration du
10 septembre 2019

Contexte et vision générale

Le 12 mars 2019, le conseil d'administration (CA) s'est prononcé sur le budget rectificatif n°1 2019. Il permettait d'affecter l'évolution du fonds de roulement (FDR) ressortant des comptes 2018 à des dépenses d'équipement. Il s'agissait donc d'un budget rectificatif (BR) technique portant sur la seule section d'investissement.

Le présent BR permet de prendre en compte les réévaluations équilibrées des recettes et dépenses des composantes ainsi que l'actualisation de la Subvention pour Charge de Service Publique (SCSP) comme de la Contribution pour la Vie Etudiante et de Campus (CVEC) et les dépenses associées. Il permet également de mettre à jour certaines recettes comme celles du CFA.

Au terme de la prise en compte de ces éléments, le résultat de l'établissement s'établit à 64k€ et le prélèvement de FDR à 11 368k€ contre respectivement 264k€ et 11 602k€ au BR1.

Par ailleurs, il convient de noter que ce BR intervient après le reclassement technique des lignes dédiées aux formations changeant de tutelle au 1^{er} septembre :

- département EEA et ITII passant de l'UFR SEN à l'EiSINE
- IATEUR passant de l'UFR Lettres à l'ESI Reims
- le DU journalisme du Vin passant de l'UFR DSP à l'Institut de la Vigne et du Vin.

2

La note de l'ordonnateur est un document stratégique qui fait le lien entre les activités de l'université, leur traduction budgétaire et leur soutenabilité.

Elle s'organise de la manière suivante :

1. Actualisation des recettes inscrites au budget

1.1 SCSP

1.2 Recettes propres globalisées

1.3 Recettes propres fléchées

2. Augmentation des dépenses inscrites au budget

2.1 Les emplois et les autorisations budgétaires

2.2 Les autorisations d'engagement

2.3 Les crédits de paiement

3. Répartition des enveloppes de dépenses

3.1 Répartition des enveloppes par mission

3.2 Focus sur les sociétés à comptabilité distincte et budgets annexes

4. Equilibre financier et analyse de la soutenabilité

4.1 Répartition des enveloppes par mission



4.2 Opérations techniques comptables

4.3 Evolution des grands agrégats

Pour garantir une meilleure lisibilité de la présente note, les tableaux présentés correspondent à des synthèses ou à des extraits des tableaux réglementaires. L'ensemble des documents budgétaires est présenté en annexe.

1. Actualisation des recettes inscrites au budget

La construction du présent BR s'appuie sur une actualisation de +1 848k€ des recettes dont 1 535k€ pour financer des dépenses de fonctionnement et de masse salariale et 313k€ en investissement.

Tableau A : Evolution des recettes

	BI 2019	BR1 2019	BR2 2019	Variation BR2/BR1	
				montant	pourcentage
SCSP	170 794 077	170 794 077	172 253 178	1 459 101	0,85%
Recettes propres globalisées	19 065 140	19 065 140	20 094 187	1 029 047	5,40%
<i>dont prestations internes</i>	<i>1 117 800</i>	<i>1 117 800</i>	<i>1 156 200</i>	<i>38 400</i>	<i>3,44%</i>
Recettes propres fléchées	18 584 977	18 584 977	17 944 852	- 640 125	-3,44%
TOTAL	208 444 194	208 444 194	210 292 217	1 848 023	0,89%

1.1 SCSP

Le montant de SCSP retenu s'élève à 172 253k€ soit une actualisation de +1 459k€. Elle s'appuie, d'une part, sur la dotation initiale de 2019 notifiée après le budget initial (BI) ainsi que sur une évaluation portant essentiellement sur les actions spécifiques et la loi d'Orientation et de Réussite des Etudiants (ORE).

Le niveau actualisé de SCSP s'explique par :

- une évolution de la dotation en matière de masse salariale globale pour 407 k€ (PPCR 2018 et GVT pour l'essentiel)
- la prise en compte du dispositif ORE en masse salariale et en investissement pour un total de 409k€
- l'intégration d'actions spécifiques en fonctionnement pour 160k€ (dont le label Bienvenue en France, la mission Handicap, les compensations CNU et l'entrepreneuriat étudiant)
- le retraitement en SCSP plutôt qu'en ressources propres fléchées de 483k€ pour l'enveloppe liée au dialogue de gestion ministériel.

1.2 Recettes propres globalisées

Les recettes propres globalisées évoluent de 1 029k€.

La CVEC est actualisée de +668k€ compte tenu de la collecte réalisée par le CROUS.

Les droits d'inscription paramédicaux n'ont pas été pris en compte au moment du BI en raison des discussions en cours avec la nouvelle Région Grand Est afin de définir les modalités de financement ad hoc. Au final, 135k€ seront versés à l'URCA pour l'année universitaire 2018-2019 sur la base d'un forfait de 75€ par étudiant.

Par ailleurs, l'on enregistre une évolution de +777k€ des ressources propres des unités budgétaires, correspondant pour l'essentiel à :

- des subventions principalement de Troyes Champagne Métropole et du département de l'Aube mais aussi de la région pour 463k€
- la formation continue pour 201k€
- des recettes diverses de financeurs privés pour 156k€

A l'inverse, le CFA ne bénéficie plus du soutien de la Région (-489k€) en raison du montant de ses réserves et prévoit également une diminution de ses recettes de formation continue de 62k€.

4

1.3 Recettes propres fléchées

Les recettes propres fléchées diminuent de 640k€.

Cette diminution recouvre le reclassement en SCSP de l'enveloppe liée au dialogue de gestion ministériel pour 483k€ et la perte du soutien de la Région pour les indemnités aux apprentis gérés par le CFA pour 205k€.

Dans le même temps, 48k€ de subventions alimentent le budget de l'université (subvention Grand Reims pour les relations internationales et subvention de l'Aube pour la prévention des risques).

2. Augmentation des dépenses inscrites au budget

Le CA doit se prononcer sur le niveau des emplois et des crédits (AE et CP) par nature de dépenses. Il vote ainsi les limites annuelles « plafonds » de l'action de l'ordonnateur en matière d'emplois, d'engagement et de paiement des dépenses.

Il convient de rappeler que, dans les états GBCP, la comptabilité budgétaire retrace les engagements annuels et les flux de trésorerie (encaissements et décaissements de l'année). Les opérations comptables de fin d'exercice n'y figurent pas.



2.1 Les emplois et les autorisations budgétaires

Le plafond total de l'établissement porte sur l'ensemble des emplois rémunérés par l'URCA. Il se compose des emplois délégués par l'Etat (plafond maximal notifié par l'Etat de 2 261 ETPT) et des emplois financés sur ressources propres.

Pour le BR2 2019, la prévision de consommation des emplois de l'URCA est de 2 338 ETPT qui se décomposent ainsi :

- le plafond Etat arrondi à 1 990 ETPT contre 2 010 en BR1 compte tenu de l'affinement en cours d'année des départs de collaborateurs et des décalages avec les nouveaux recrutements
- le plafond sur ressources propres estimé à 348 ETPT contre 317 en BR1, tenant compte notamment de la campagne d'ATER/PCT.

2.2 2.2 Les autorisations d'engagement

Elles représentent les capacités d'engagement de dépenses de l'université qui sont ouvertes pour les montants limitatifs suivants :

Tableau B : Evolution des autorisations d'engagement par enveloppe budgétaire

AE	BI 2019	BR1 2019	BR2 2019	Variation BR2/BR1	
				montant	pourcentage
Personnel	162 678 491	162 678 491	162 226 592	- 451 899	-0,28%
Fonctionnement et intervention	29 638 089	29 638 089	31 612 155	1 974 066	6,66%
Investissement	16 821 324	21 813 844	22 504 954	691 110	3,17%
TOTAL	209 137 904	214 130 424	216 343 701	2 213 277	1,03%

Enveloppe de dépenses de personnel :

Les crédits de rémunération sont ouverts à hauteur de 162 227k€, en diminution de 452k€ (-0,28%) par rapport au BR1.

L'élaboration plus tardive du budget rectificatif a, en effet, permis de mieux prendre en compte les départs de personnels qui ont principalement lieu à la rentrée universitaire. De plus, l'évaluation des heures complémentaires nécessaires d'ici la fin de l'année a pu être revue notamment à l'occasion des rencontres dans le cadre du dialogue de gestion 2020. Au final, ces ajustements génèrent une diminution de 600k€.

A l'inverse, les nouvelles recettes (loi ORE, CVEC et recettes propres) permettent d'ouvrir 148k€ de dépenses supplémentaires. Les dépenses de masse salariale du SUAPS (offre



gratuite proposée aux étudiants), du SUAC et du SUMPPS sont ainsi intégralement couvertes par la CVEC.

Enveloppe de dépenses de fonctionnement :

L'enveloppe de fonctionnement augmente de 1 974k€ (6,66 %) par rapport au BR1 2019 pour atteindre un montant total de 31 612k€. Comparée au BR 2016 (22 175k€), l'augmentation est de 42,6%.

La principale augmentation porte sur le patrimoine (+562k€). Divers postes sont concernés. Des nouveaux marchés ont été conclus en matière d'externalisation pour l'entretien ou la tonte de nouvelles surfaces et également pour assurer les déménagements. Par ailleurs, le coût croissant de l'énergie (pour exemple, hausse significative de l'électricité) nécessite un abondement du budget correspondant. Enfin, le contrat maintenance/exploitation pour le futur bâtiment vie étudiante est également intégralement engagé en 2019 pour des paiements jusqu'en 2024.

En matière numérique, une enveloppe de 144k€ est réservée principalement au financement du réseau de communication électronique des établissements ESR (CARES) en remplacement de l'ancien réseau TELEMUS.

La vie de campus bénéficie d'une enveloppe complémentaire de 392k€ répartie entre le FSDIE, le SUAC, le SUAPS et le SUMPPS. La majeure partie de cette enveloppe bénéficie aux actions financées par le FSDIE qui progressent de 206k€. Sont par ailleurs prévus des stages projet santé, des locations d'infrastructures et de nouvelles manifestations culturelles.

Des actions complémentaires de communication (+42k€) et de dispositifs internationaux (+61k€) sont également prises en compte. La mobilité entrante et sortante génère ainsi 25k€ de dépenses supplémentaires (2ème appel du dispositif URCA 2019 de soutien à la mobilité des enseignants-chercheurs et des doctorants). Par ailleurs, 36k€ sont consacrés au label « Bienvenue en France ».

Une enveloppe de 30k€ est dédiée à la mobilisation de prestations intellectuelles pour le dépôt de projets PIA (TIP et EURs).

Dans le cadre de la Recherche et en lien, pour partie avec le Réseau ESR, 38k€ sont dédiés à la prise en charge de deux appels à manifestation d'intérêt. Par ailleurs, sont financés deux IUF pour 29k€.

Pour leur part, les dépenses nouvelles des composantes sont prises en compte pour 607k€ (dont 271k€ autofinancées).

210k€ correspondent à la libération de la réserve opérée en BI sur les ressources propres de certaines composantes dans l'attente de l'affinement du montant à financer en heures complémentaires.

Quelques opérations significatives peuvent également être soulignées telles que le financement de la plateforme Altissia pour 50k€ et la création de l'EiSINe pour 20k€. Le solde des dépenses est réparti sur de nombreuses entités pour 10k€.



Enfin, les dépenses de la Fondation et du Réseau des établissements d'enseignement supérieur et de recherche champardenais s'élèvent à 59k€ (voir ci-dessous).

Enveloppe de dépenses d'investissement

L'enveloppe d'investissement augmente de 691k€, soit +3,17% par rapport au BR1 2019 pour atteindre 22 505k€. Comparée au BR 2016 (9 039k€), l'augmentation est de 148,99%.

Cette augmentation de l'enveloppe d'AE en investissement s'explique pour l'essentiel par les actions suivantes :

- 235k€ sont dédiés aux équipements numériques. Les opérations de jouvence s'accroissent pour 100k€ et la mise en place du télétravail génère 60k€ de dépenses complémentaires. Par ailleurs, des opérations sont réalisées dans le cadre de la rénovation de la salle des actes d'odontologie, de l'extension de l'IUT de Charleville et de la création d'un nouveau Learning Lab.
- 135k€ supplémentaires permettent la notification du marché pour les travaux de construction du bâtiment dédié à la vie universitaire sur le campus Croix Rouge.
- 131k€ correspondent à des ajustements à la hausse et à la baisse des actions d'investissement sur ressources propres des composantes et pour l'essentiel à l'installation d'ascenseurs à l'IUT de Troyes subventionnée par la communauté d'agglomération de Troyes Champagne Métropole (+120k€).

7

2.3 Les crédits de paiement

Les crédits de paiement représentent le plafond d'autorisations de paiement et permettent de régler les dépenses sur l'exercice 2019, quelle que soit l'année au cours de laquelle elles ont été engagées.

Impactant la trésorerie de l'établissement, le montant des crédits de paiement représente donc le montant prévisionnel des dépenses à réaliser, en 2019, sur le budget de l'université. Au titre du BR2, l'enveloppe de CP s'élève à 219 900k€, en augmentation de 1 614k€.

Tableau C: Evolution des crédits de paiement par enveloppe budgétaire

CP	BI 2019	BR1 2019	BR2 2019	Variation BR2/BR1	
				montant	pourcentage
Personnel	162 678 491	162 678 491	162 226 592	-451 899	-0,28%
Fonctionnement et intervention	30 639 655	30 639 655	32 278 697	1 639 042	5,35%
Investissement	16 821 324	24 968 152	25 394 602	426 450	1,71%
TOTAL	210 139 470	218 286 298	219 899 891	1 613 593	0,74%



La différence entre les évolutions au BR2 entre les autorisations d'engagement et les crédits de paiement en fonctionnement s'élève à 335k€ compte tenu de nouveaux marchés pluriannuels en matière patrimoniale et de téléphonie.

En investissement, cet écart de 265k€ s'explique par l'opération bâimentaire vie étudiante pour laquelle l'évolution des engagements est intégralement enregistrée en 2019 alors que les décaissements interviendront en 2020.

Pour rappel, les crédits de paiement couvrant des engagements d'années antérieures ont été prévus lors des précédents budgets 2019.

3. Répartition des enveloppes de dépenses

Tableau D : Répartition des dépenses par mission

Budget	Dépenses de l'organisme							
	Personnel		Fonctionnement et intervention		Investissement		Total	
	AE = CP		AE	CP	AE	CP	AE	CP
Formation initiale et continue	79 687 068	79 687 068	7 483 876	7 479 769	5 326 879	3 952 726	92 497 823	91 119 564
Recherche	51 318 539	51 318 539	6 439 464	6 439 464	7 735 558	11 173 387	65 493 561	68 931 389
Pilotage et support	29 824 618	29 824 618	15 955 710	16 626 359	9 410 517	10 235 227	55 165 845	56 686 203
Vie Etudiante	1 396 367	1 396 367	1 733 105	1 733 105	32 000	33 263	3 161 472	3 162 735
Total	162 226 592	162 226 592	31 612 155	32 278 697	22 504 954	25 394 602	216 343 701	219 899 891

3.1 Répartition des enveloppes par mission (en AE)

La formation

L'ensemble des budgets de formation des composantes représente un montant ouvert en dépenses de 92 498k€, en hausse de 473k€ par rapport au BR1.

Sont à souligner le dispositif d'accompagnement « oui si » dans le cadre de la loi ORE, le soutien apporté à l'entrepreneuriat étudiant (Pépité) ainsi qu'à la création de l'EiSINE.

Pour le reste, les actions correspondent à l'activité courante de l'établissement réparties entre les différentes composantes et financées aux moyens de leurs ressources propres.

La recherche

L'enveloppe octroyée à la recherche est de 65 494k€ soit une diminution de 41k€ qui recouvre :

- une diminution de la masse salariale estimée à 100k€ (augmentation des départs par rapport au BI)



- une augmentation de 59k€ en fonctionnement liée à des reports au titre de crédits IUF 2018 pour 21k€ ainsi qu'à la prise en charge de projets en lien avec le Réseau pour 38k€.

Les fonctions de pilotage et support

Les moyens complémentaires s'élèvent à 1 295k€ pour une enveloppe globale de 55 166k€.

Cette augmentation porte notamment sur l'enveloppe numérique pour 379k€ en fonctionnement et investissement.

Par ailleurs, la prise en compte de nouveaux marchés pluriannuels et des nouvelles charges en matière patrimoniale conduit à des engagements complémentaires pour 451k€.

Le financement du bâtiment vie étudiante, en fonctionnement et investissement, nécessite pour sa part des moyens nouveaux pour 257k€.

Enfin, le solde de l'enveloppe se répartit sur différents postes tels que la communication, les relations internationales ainsi que des prestations intellectuelles d'accompagnement.

Soutien aux étudiants

Le montant alloué au soutien étudiant s'élève à 3 161k€ soit une augmentation de 462k€. Sont ainsi financées, grâce à la CVEC, les dépenses nouvelles du SUAC pour 90k€, du SUAPS pour 105k€ toutes masses confondues ainsi que les actions financées par le FSDIE pour 206k€ supplémentaires. Un soutien est également apporté en faveur de l'amélioration de la vie universitaire par l'abondement du plan de lutte et de prévention contre les violences sexistes et sexuelles ainsi que de la mission laïcité, lutte contre le racisme et l'antisémitisme.

Enfin, le label « Bienvenue en France » est intégré pour une enveloppe de 50k€.

3.2. Focus sur les sociétés à comptabilité distincte et budgets annexes

CFA

Le CFA enregistre une très importante baisse de ses recettes notamment de la subvention de la Région Grand Est pour un total de 694k€ ainsi qu'une diminution des prévisions des ressources émanant de la formation continue pour 62k€.

Une légère diminution des dépenses a pu être réalisée en masse salariale de 45k€ et en fonctionnement de 23k€.

Au final, le SCD enregistre un résultat déficitaire de 732k€ contre 44k€ en BR1, soit une diminution de 688k€.

Fondation



39k€ de dépenses de fonctionnement complémentaires permettent le financement de déplacements d'étudiants à l'étranger et de prestations de conseil et de communication.

Au final, le budget annexe affiche un résultat déficitaire de 8k€.

Réseau des établissements d'enseignement supérieur et de recherche champardenais

Le budget rectificatif permet d'affiner la nature de ses autorisations de dépenses. Un transfert de 20k€ est opéré de son enveloppe d'investissement vers le fonctionnement. En effet, plus d'une quinzaine de réponses à appels à manifestation d'intérêt ont été retenues en partenariat avec nos partenaires (dont NEOMA, AgroParis Tech, UTT, CEBB et Y Schools) et conduisent à ce mouvement.

Ce budget permet d'assurer la part de cofinancement inhérente à ses actions.

SAIC

Compte tenu de l'extinction progressive du SACD, aucune opération particulière n'est à relever.

4. Equilibre financier et analyse de la soutenabilité

4.1 Equilibre financier

Le tableau d'équilibre financier est, sous le régime du décret GBCP, l'outil d'appréciation de l'équilibre du budget soumis au vote du CA. Il met en évidence les besoins et les moyens de couverture mobilisables pour toutes les opérations ayant un impact sur la trésorerie.

La différence entre les recettes prévisionnelles et les crédits de paiement constitue le solde budgétaire. Ce tableau d'équilibre se présente comme suit :



Tableau E : Tableau des équilibres budgétaires

Besoins (utilisation des financements)				Financements (couverture des besoins)			
	BR1 2019	BR2 2019	Ecart BR2 2019/ BR1 2019	Ecart BR2 2019/ BR1 2019	BR2 2019	BR1 2019	
Solde budgétaire (déficit) *	9 842 104	9 607 674	- 234 430	-	-	-	Solde budgétaire (excédent) *
dont solde budgétaire budget principal	9 828 756	8 867 755	- 961 001	-	-	-	dont solde budgétaire budget principal
dont solde budgétaire budget du SAIC	-	-	-	-	-	-	dont solde budgétaire budget du SAIC
dont solde budgétaire CFA	44 348	731 919	687 571	-	-	-	dont solde budgétaire CFA
dont solde budgétaire Fondation	-	8 000	8 000	- 31 000	-	31 000	dont solde budgétaire Fondation
dont solde budgétaire Réseaux des établissements	-	-	-	-	-	-	dont solde budgétaire Réseaux des établissements
Remboursements d'emprunts	-	-	-	-	-	-	Nouveaux emprunts
Opérations au nom et pour le compte de tiers ** (décaissements de l'exercice)	365 200	1 565 200	1 200 000	4 825 961	5 191 161	365 200	Opérations au nom et pour le compte de tiers ** (encaissements de l'exercice)
Autres décaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)	1 200 000	-	- 1 200 000	- 300 000	-	300 000	Autres encaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (= D2+b1+c1+e1)	11 407 304	11 172 874	- 234 430	4 525 961	5 191 161	665 200	Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (=D1+b2+c2+e2)
Variation abondement de trésorerie	-	-	-	- 4 760 391	5 981 713	10 742 104	Variation Prélèvement de trésorerie
dont Abondement de la trésorerie fléchée ***	-	-	-	-	-	-	dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée ***
dont Abondement sur la trésorerie non fléchée	-	-	-	- 4 760 391	5 981 713	10 742 104	dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée
TOTAL DES BESOINS	11 407 304	11 172 874	- 234 430	- 234 430	11 172 874	11 407 304	TOTAL DES FINANCEMENTS

Il retrace à la fois les opérations budgétaires et non budgétaires impactant la trésorerie de l'établissement et fait apparaître une variation négative de la trésorerie de 5 982k€ pour 2019. Ce solde déficitaire s'avère inférieur à celui constaté au BR1 compte tenu de la reprogrammation d'une partie des investissements bâtimementaires de l'actualisation de la TVA.

Il convient de remarquer que le CFA et la Fondation concourent à cette baisse compte tenu de leur solde budgétaire. L'équilibre au niveau de l'université reste préservé en raison des moindres dépenses prévues en masse salariale ainsi que des recettes complémentaires.

4.2. Opérations techniques comptables

Les dotations et reprises aux amortissements n'impactent pas les autorisations budgétaires mais elles sont prises en comptes pour le calcul du résultat (cf. tableau 6 en annexe). En effet, le compte financier 2018 a permis d'actualiser les montants attendus. Une diminution des provisions pour clients douteux est, de plus, envisagée au regard des actions en recouvrement en cours.

Au final, une charge de 548k€ (augmentation des dotations de 131k€ et diminution des reprises de 417k€) est constatée.

4.3. Evolution des grands agrégats

En terme comptable, l'université dégage un résultat positif de 64k€, en diminution de 200k€ par rapport au BR1.

La capacité d'autofinancement (CAF) diminue à due concurrence pour s'établir à 5 733k€ et permet ainsi de couvrir une partie des besoins liés à l'investissement. Les tableaux et graphiques ci-dessous illustrent ces constats.

Tableau F : Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	BR1 2019	BR2 2019	Ecart BR2 2019/ BR1 2019	PRODUITS	BR1 2019	BR2 2019	Ecart BR2 2019/ BR1 2019
Personnel	162 678 491	162 226 592	- 451 899	Subventions de l'Etat	170 794 077	172 253 178	1 459 101
<i>dont charges de pensions civiles*</i>	48 408 410	48 408 410	-	Fiscalité affectée	820 000	-	820 000
Fonctionnement autre que les charges de personnel et intervention	42 010 083	43 780 392	1 770 309	Autres subventions	-	-	-
				Autres produits	33 338 271	34 300 809	962 538
TOTAL DES CHARGES (1)	204 688 574	206 006 983	1 318 410	TOTAL DES PRODUITS (2)	204 952 348	206 070 987	1 118 639
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	263 774	64 004	- 199 770	Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)	-	-	-
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	204 952 348	206 070 987	1 118 639	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	204 952 348	206 070 987	1 118 639

Tableau G : Evolution du résultat depuis 2015

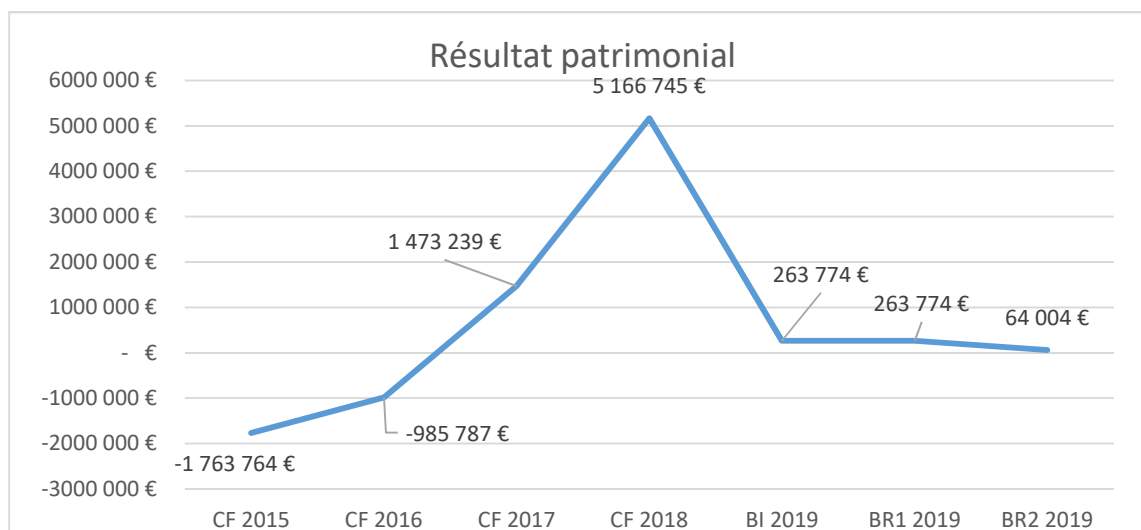


Tableau H : Détermination de la CAF

	BR1 2019	BR2 2019	Ecart BR2 2019/ BR1 2019
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))	263 774	64 004	- 199 770
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	11 370 428	11 501 695	131 267
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	6 249 024	5 832 350	- 416 674
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	-	-	-
- produits de cession d'éléments d'actifs	-	-	-
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	-	-	-
= CAF ou IAF*	5 385 178	5 733 348	348 170

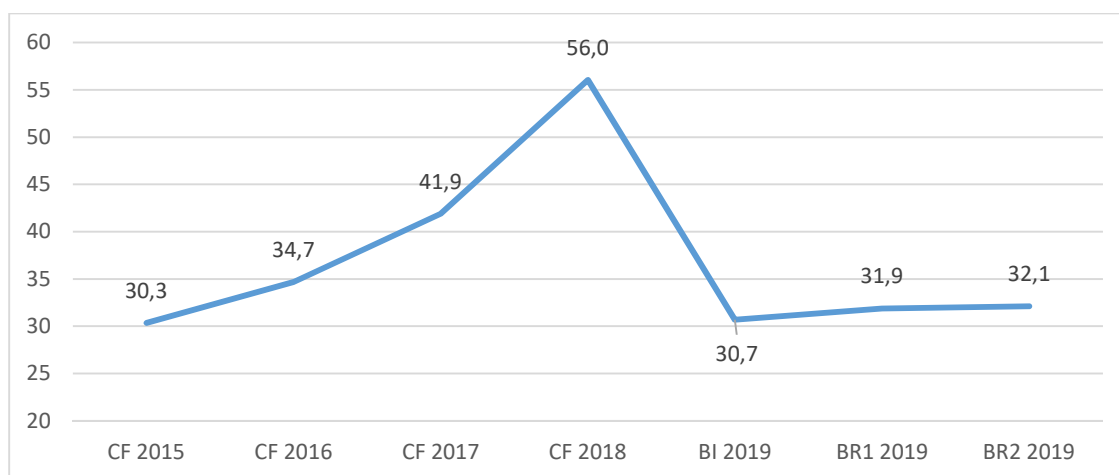
Le FDR total de l'URCA s'établit à 17 345k€, soit 32,1 jours de financement des dépenses de fonctionnement décaissables contre 17 110k€ soit 31,9 jours au BR1. Il permet ainsi d'inscrire, de manière durable, l'établissement au-dessus du seuil de sécurité de 30 jours.

Tableau I : Situation patrimoniale 2019 en droits constatés et évolution du FDR

EMPLOIS	BR1 2019	BR2 2019	Ecart BR2 2019/ BR1 2019	RESSOURCES	BR1 2019	BR2 2019	Ecart BR2 2019/ BR1 2019
Insuffisance d'autofinancement*			-	Capacité d'autofinancement*	5 385 178	5 733 348	348 170
				Subventions de l'Etat	597 801	597 801	-
Investissements	24 968 152	25 394 602	426 450	Financement par des tiers autres que l'Etat	7 382 846	7 695 556	312 710
Remboursement des dettes financières			-	Autres ressources	-	-	-
TOTAL DES EMPLOIS (5)	24 968 152	25 394 602	426 450	TOTAL DES RESSOURCES (6)	13 365 825	14 026 705	660 880
APPORT au FONDS DE ROULEMENT (7) = (6)-(5)			-	PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT (8) = (6)-(5)	11 602 327	11 367 897	- 234 430

Le prélèvement sur le FDR diminue donc de 234k€ entre le BR1 et le BR2.

Tableau J : Evolution du FDR en jours de dépenses de fonctionnement décaissable



La trésorerie est estimée à 21 244k€ au terme du BR2. Elle ne connaît pas de tension particulière.